

AÏN-TÉMOUCHENT
Grève des travailleurs
algériens d'Orascom de Terga

Les travailleurs algériens de l'entreprise Orascom chargée de la réalisation du projet de la centrale électrique dans la commune de Terga, distante de 15 km au nord du chef-lieu de la wilaya Aïn-Témouchent, ont déclenché hier, une grève pour revendiquer leurs droits socioprofessionnels. Ils dénoncent notamment la discrimination entre les travailleurs algériens et égyptiens en matière de rémunération.

Les Egyptiens perçoivent une prime de 25%, alors que les Algériens attendent la concrétisation des promesses de la direction d'Orascom depuis plusieurs mois. Aussi, les protestataires réclament une hausse des salaires et la satisfaction d'autres revendications sociales. Des négociations ont été entamées entre les représentants des travailleurs grévistes et la direction d'Orascom pour trouver un terrain d'entente.

S. B.

SOUS SURVEILLANCE
MÉDICALE ACCRUE
Bouterfif Mohsen est toujours
hospitalisé à Annaba

Le jeune Bouterfif Mohsen, qui a tenté de s'immoler, vendredi dernier, devant l'APC de Boukhadra, dans la wilaya de Tébessa, est toujours vivant, a-t-on appris de sources médicales. Brûlé au 3^e degré, Mohsen n'est pas totalement sorti d'affaire. Il est toujours sous surveillance médicale accrue au service de réanimation des grands brûlés de l'hôpital Ibn-Sina de Annaba. Il a été admis dans ce service spécialisé depuis sa malheureuse tentative de mettre fin à ses jours en s'aspergeant d'essence, avant d'y mettre le feu.

Il venait de mettre à exécution une malheureuse et cynique suggestion d'un «responsable» local à qui il avait demandé un emploi.

Non seulement ce responsable n'a pas accédé à la requête de Mohsen, mais il lui aurait conseillé, selon des témoins de la scène, de suivre l'exemple du jeune Tunisien Mohamed Bouazizi.

Pour rappel, ce dernier, qualifié de «martyr de la démocratie» par la majorité des Tunisiens, s'est immolé la 17 décembre dernier à Sidi Bouzid, donnant le départ aux protestations qui se sont transformées en émeutes, avant de finir par la fuite du dictateur tunisien Ben Ali et de la majorité de ses proches.

A. Bouacha

SIDI-BEL-ABBÈS
Hausse du montant
des détournements en 2010

Selon un bilan de la Sûreté de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, le montant des détournements en 2010 au niveau des entreprises étatiques bancaires et économiques est en augmentation par rapport à l'année 2009.

En 2010, 615 millions de dinars ont été détournés pour lesquels 15 affaires ont été traitées et 30 personnes arrêtées, contre 9 affaires en 2009 et où 41 millions de dinars ont fait l'objet de malversations.

Concernant le volet drogue, la police a saisi 51 kg de kif traité et 1 198 comprimés de psychotrope lors du traitement de 114 affaires, où 154 personnes ont été incarcérées sur les 181 présentées devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès.

En ce qui concerne les opérations d'examen de situation, les policiers ont effectué 23 480 descentes et procédé au contrôle de 44 373 personnes, parmi lesquelles 642 impliquées dans différentes affaires ont été arrêtées.

Au registre des crimes et délits, on enregistre une baisse palpable. En 2010, la police a traité 2 263 affaires de crime contre les biens publics avec 3 081 personnes arrêtées contre 3 095 affaires en 2009, dont 1 064 pour crimes contre les biens d'autrui et 852 pour vol. Au registre crimes et délits contre les personnes, en 2010, la police a traité 792 affaires, dans lesquelles elle a procédé à l'arrestation de 1 105 personnes, et 709 affaires contre les biens publics.

Il convient de signaler que les différentes opérations coup-de-poing dans les quartiers sensibles et aux abords des gares routière et ferroviaire et des marchés se sont soldées par de bons résultats avec l'arrestation de nombreuses personnes impliquées dans des affaires diverses, qui ont été déferées devant le procureur de la République.

A. M.

LES ORANAIS S'INQUIÈTENT ET S'INTERROGENT
Après el harga, l'immolation ?

Le degré de désespoir de la jeunesse algérienne n'aura jamais été aussi fort, poussé même à son paroxysme par le verrouillage de la société sur les plans politique, social et culturel.

Les émeutes sont devenues récurrentes aux quatre coins du pays pour dénoncer le logement, le chômage, la cherté de la vie, la hogra...

Tout cela mis en opposition avec l'aisance financière que des pays riches nous envient. L'enrichissement d'une minorité d'Algériens et la répétition des scandales de corruption, tel est le sentiment d'une grande partie des Oranais, qui s'inquiètent quant «au phénomène» de l'immolation par le feu qui semble prendre de l'ampleur dans notre pays.

Le phénomène de la harga, s'amplifiant depuis près de 10 ans, a été et est encore la seule solution envisageable par nos jeunes pour espérer casser le carcan qui les enferme, symbolisé par cette phrase crue : «Je préfère mourir mangé par les poissons que de rester dans un pays où je suis un

mort vivant !» que la presse a souvent rapportée.

Ces dernières 48 heures, ce désespoir prend une forme des plus horribles par la multiplication des cas d'immolation par le feu. Les citoyens en sont choqués mais également envahis par un sentiment qu'il va falloir agir vite pour contenir ce désespoir grandissant.

Geste ultime d'appel au secours, n'ayant rien à eux que cette flamme de vie qu'ils veulent projeter vers un demain, un ailleurs meilleur, ces jeunes sacrifient leur seul bien finalement, leur vie,

et ce, de la manière la plus terrible. Depuis le départ du président tunisien par la volonté des seuls Tunisiens, les commentaires vont bon train sur les risques de contagion dans les autres pays arabes et plus particulièrement en Algérie. Et pour cause, la situation sociale explosive est ressentie par tous les pans de la société. Va-t-on dès lors s'acheminer vers une autre comptabilité macabre après les corps des harraga disparus en mer ? Va-t-on compter les cas de citoyens brûlés vifs ? s'interrogent, inquiets, des Oranais.

Fayçal M.

POUR EXIGER «JUSTICE ET VÉRITÉ» SUR LA MORT
DU JEUNE BOUZA

Marche et rassemblement
de la population à Ighil Ali

Un millier de personnes ont pris part, dans la matinée d'hier, à une marche suivie d'un rassemblement devant le siège de l'APC d'Ighil Ali, en hommage à un citoyen de la commune tué mercredi dernier par l'armée en opération de ratissage dans la forêt de la région.

La victime aurait été accidentellement tuée par l'armée alors

qu'elle «chassait des grives au filet, ne portait aucune arme et ne représentait de ce fait aucun danger pour les militaires», écrit dans une déclaration le comité de soutien à la famille du défunt.

L'action a été décidée au lendemain de ce drame en signe de deuil et de colère. Une grève générale totalement suivie a para-

lysé, entre 10h et 12h, la commune sous les mêmes mots d'ordre. Par ailleurs, le wali de Béjaïa et des représentants de l'armée se sont rendus dans la commune d'Ighil Ali durant la journée de dimanche dernier, pour présenter leurs condoléances à la famille du défunt, a-t-on appris .

A. K.

Grève dans les lycées de Béjaïa
et fermeture de la RN 12 à Adekar

L'ensemble des lycées du chef-lieu de la wilaya a observé un mouvement de grève dans la journée de samedi pour dénoncer «la surcharge des programmes».

Les lycéens ont déserté les salles de classe dans la matinée pour investir la rue et se plaindre de «la surcharge des programmes scolaires».

«On n'a même pas le temps de souffler. Arrivés à la maison éreintés et saturés, on ne peut

même pas réviser» ont déclaré de nombreux lycéens que nous avons rencontrés.

«Les résultats catastrophiques enregistrés à tous les niveaux sont révélateurs de l'échec de la réforme de Benbouzid, qui persiste dans sa fuite en avant en soutenant le contraire lors de ses différentes sorties, pour faire l'éloge des réformes et l'amélioration du niveau scolaire», se plaint M. Ferhat, du lycée El Hammadia.

Les lycéens ont observé un regroupement devant le siège de l'éducation, dans l'espoir de se faire entendre par le département de Benbouzid.

Une délégation de lycéens a été reçue par le directeur de l'éducation, qui a tenu à rassurer les manifestants .

Excédés par les dures conditions de scolarité qui empoisonnent leur quotidien, les lycéens d'Adekar sont sortis également dans la rue pour

exprimer leur mécontentement en procédant à la fermeture à la circulation automobile de la RN 12 reliant la wilaya de Béjaïa et celle de Tizi-Ouzou.

Entre autres revendications mises en avant par les lycéens d'Adekar «la restauration, le manque de chauffage dans cette région montagneuse, le manque de moyens didactiques et la surcharge des programmes».

A. K.

CONSEIL DE LA NATION
La loi sur les espaces protégés présentée hier

«Le gouvernement prépare un projet de loi relatif aux ressources biologiques. Il sera bientôt présenté devant le Parlement», a indiqué Cherif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, hier, à Alger.

Rym Nasri – Alger (Le Soir) - Exposant le projet de loi sur les aires protégées dans le cadre du développement durable lors d'une séance plénière du Conseil de la nation, le ministre a ajouté qu'«un plan national sur le changement cli-

matique sera soumis au gouvernement pour la mise en place des mécanismes de lutte contre les effets négatifs de ces changements».

Le projet de loi prévoit la création d'une agence nationale de régulation des aires protégées, chargée de la protection, de la gestion et de l'organisation de ces espaces. Il envisage, également, la création d'un organisme chargé de la gestion des aires protégées publiques. Quant à l'exploitation de ces aires, le texte prévoit de la confier aux pouvoirs publics ou aux collectivités locales dans le cadre d'une entreprise

publique. Le rapport complémentaire du projet de loi porte sur l'importance de la lutte contre la désertification et la protection de la biodiversité, notamment les réserves naturelles intégrales situées dans les parcs culturels, ainsi que l'importance de la sensibilisation de la société sur la protection de l'environnement. Ainsi, le ministre a souligné l'importance d'associer les citoyens à la préservation des espaces protégés.

Il a, par ailleurs, affirmé que l'Algérie compte 11 parcs classés, 47 aires maritimes protégées et plusieurs races animales.

R. N.